

## Pourquoi, malgré tout, je reste libéral\*

Jacques Rueff, 8 mai 1934

On m'a raconté qu'aux Etats-Unis, dans certains Etats du Sud, Il existe des sectes nègres qui pratiquent la confession publique. Lorsqu'un membre de la communauté a commis un grand péché, les anciens lui imposent l'aveu de ses fautes devant le peuple assemblé. Eh bien, mes chers camarades, je me sens un peu comme le pauvre nègre. Depuis que votre groupe existe, j'en ai observé la croissance avec le plus vif intérêt et je crois bien ne pas me tromper en affirmant qu'elle ne s'est pas effectuée dans un sens purement libéral. Si telle elle était, elle serait d'ailleurs une exception dans notre pays comme dans tous les pays du monde. Je me sens donc parmi vous en état de singularité, et je vous prie de croire que je n'en éprouve nul plaisir, car ce n'est pas un mol oreiller que le non-conformisme. Aussi quand votre Bureau m'a fait le grand honneur et le très grand plaisir de m'inviter prendre la parole parmi vous, de cette tribune à laquelle tant de précieux souvenirs sont attachés, aussitôt ai-je pensé que vous étiez précisément l'auditoire que je cherchais. À vous tous qui avez la même formation que moi donc qui jugez de la même façon que moi, je viens avouer mon péché qui est d'être resté libéral dans un monde qui cessait de l'être. Je viens vous en dire les raisons et vous demander de les apprécier, et tout à l'heure, vous me direz, je l'espère, Si je suis fou ou Si c'est le reste du monde qui a perdu l'esprit.

On a souvent qualifié notre régime individualiste de chaotique. Mesurez la portée de l'erreur. Certes il reste individualiste en ce sens que le moteur en est la libre volonté individuelle. C'est dans ce sens qu'on le qualifie de libéral, " qui convient un homme libre " Mais ce serait une grande erreur de croire que dans un pareil régime les intérêts généraux sont abandonnés au hasard. Bien au contraire, le mécanisme des prix, toujours présent, vient, compte tenu des désirs des hommes, de leurs préférences et de leurs penchants aussi bien que des conditions matérielles de l'univers dans lequel ils vivent, ce mécanisme des prix vient concerter l'action de toutes les molécules humaines de telle façon que soient respectées les conditions qui doivent être satisfaites pour que la collectivité envisagée puisse durer. Régime désordonné, dit-on, certes non, parce que l'ordre est assuré, mais il l'est par un monarque impérieux et discret qui commande sans jamais apparaître, et dont l'action ne peut pas ne pas être efficace parce qu'elle se prolonge jusqu'au moment où le résultat qui doit être obtenu l'a été.

Cependant un pareil régime ne peut pas ne pas provoquer de récriminations chez ceux qui l'affectent : les variations de prix sont extrêmement désagréables, en hausse pour les acheteurs qu'elles tendent à écarter, en baisse pour les vendeurs qu'elles veulent éliminer. Elles doivent donc faire contre elles l'unanimité des oppositions partielles, parce qu'elles ne tendent qu'à sauvegarder l'intérêt général, ce grand silencieux, puisque aucune voix jamais ne parle en son nom. D'ailleurs, dans cet amphithéâtre, il me sera particulièrement aisé de préciser ma pensée. La loi des prix, c'est seulement un cas particulier de la grande loi du déplacement de l'équilibre. Cette loi, aux termes de laquelle, " Si l'on modifie l'un des facteurs de l'équilibre d'un système en équilibre, il se produit une modification du système qui, Si elle s'accomplissait seule à partir de l'état primitif, entraînerait une variation inverse du facteur considéré ". Cette loi qui, en physique, prend la forme de la loi de Van't Hoff-Le Chatelier est, dit-on, la plus générale de la nature. Il paraît que Bichat, qui fut doyen de la Faculté des sciences de Nancy, la qualifiait de loi de " l'embêtement maximum ", et ce

---

\* texte de la conférence reproduit dans : *De la récurrence des crises économiques*, X-Crise, Centre Polytechnicien d'Etudes Economiques, Economica, 1982, p. 63-71

qualificatif en fait bien comprendre le sens. Or dans un régime représentatif où tous les intérêts sont représentés, une loi de l'embêtement maximum doit faire contre elle l'unanimité des oppositions individuelles, même lorsque c'est une loi physique. Et comme dans tous les pays du monde, les gouvernements considèrent que leur tâche essentielle, sinon unique, c'est d'obéir à la volonté de leurs mandants, tous les gouvernements se sont attachés, dès que la variation d'un facteur de l'équilibre aurait obligé la loi à jouer, à en paralyser le mécanisme.

Y avait-il insuffisance d'un article peu important, on en taxait le prix, et les longues queues à la porte, des boutiques venaient révéler les demandes non satisfaites et le déséquilibre dont on avait ainsi évité la disparition. Inversement, le blé se trouvait-il en excédent ? Aussitôt on créait un farm board où l'on fixait un prix minimum pour empêcher la baisse et éviter que la réduction des emblavures ne vienne mettre un terme à la crise. Et dans tous les domaines, par des trusts, par des cartels, par des plans - tel le plan Stevenson, jadis pour le caoutchouc - par le contingentement des importations, on réussissait, en se libérant du mécanisme des prix, à échapper à l'emprise des forces qui devaient tendre à maintenir les équilibres ou à les rétablir lorsqu'ils avaient été accidentellement troublés, donc à éviter les crises ou à en réduire au minimum l'ampleur et la durée.

Ces interventions n'ont d'ailleurs pas été limitées au domaine économique. En matière monétaire l'open market, le gold exchange standard et tous les artifices de la monnaie dirigée ne sont que des artifices pour échapper aux mouvements de taux qui eussent tendu à maintenir les équilibres monétaires et là encore éviter des crises trop profondes ou trop graves. Le résultat, c'est que dans tous les domaines on détruit le régulateur qui faisait sortir l'ordre collectif du désordre des initiatives individuelles. Et nous avons vu ainsi se développer une économie en folie, où l'équilibre ne peut exister puisque l'on a fait disparaître le mécanisme qui tend à en assurer l'existence.

On voit ainsi que c'est un monstrueux mensonge que d'affirmer que l'économie classique, c'est-à-dire ce que l'on est convenu d'appeler le capitalisme, a fait faillite, parce que les désordres sont apparus précisément là où l'on a remplacé le régime ancien du régulateur automatique par ce régime absurde et insensé de l'économie libérée, qui est la négation même de l'économie libérale.

Cependant, cette économie libérée, libérée du contrôle des prix, est un fait et un fait dont l'ampleur augmente chaque jour dans tous les pays du monde. Aussi certains esprits, et des plus vigoureux, ont-ils pensé que puisqu'elle répondait à la quasi-unanimité des volontés individuelles, il était vain d'essayer de résister, et que la sagesse était seulement de tenter de corriger ses conséquences désastreuses en conservant les avantages qu'elle implique.

La première et la plus grave de ces conséquences désastreuses, c'est le déséquilibre dont tous les marchés sont affectés, c'est-à-dire la crise de l'état endémique. Or Si la crise résulte, comme j'espère vous l'avoir montré, du fait que le mécanisme des prix ne vient plus systématiquement assurer l'équilibre de l'offre et de la demande, de la production et de la consommation, du droit et de l'avoir, ne pourrait-on organiser systématiquement ces équilibres par voie comptable, en dressant un projet contingentant pour chacun des articles du marché les quantités produites et consommées et obligeant les individus à respecter les contingents ainsi établis ? Ainsi a pris naissance cette conception de l'économie consciente où la volonté des hommes doit remplacer le libre jeu des prix.

Nous allons voir en premier lieu comment une pareille économie pourrait fonctionner. Il faudra évidemment au centre un organisme qui sera chargé systématiquement d'adapter la production et la consommation : mais la production implique un délai souvent appréciable. Il faudra donc prévoir, et pour cela faire un plan. Ainsi le plan, qu'il soit ou non de cinq ans, est le trait essentiel de l'économie organisée, que l'on appelle souvent économie planée, ou planifiée.

Cela dit, voyons comment ce plan sera établi. Il devra décider des produits utiles et écarter les autres, donc orienter la production. En outre, parce que les rémunérations ne seront plus celles qui résulteront du libre jeu des prix et des salaires, il devra fixer la répartition et en outre pourvoir à l'épargne indispensable. Le problème qui se posera donc devant le fonctionnaire ou les fonctionnaires responsables, ce sera un problème immense de choix entre tous les possibles.

Eh bien, Messieurs, pour vous faire comprendre le problème qui se pose, je veux vous présenter un cas concret. Je suppose que vous représentiez votre Gouvernement à une commission chargée de fixer des contingentements destinés à limiter les importations en provenance d'un certain pays et que ce pays vous dise : " Si je n'exporte pas chez vous telle quantité de nitrates ou de fruits, je ne pourrai payer le coupon des emprunts que vous m'avez généreusement consentis. "

Si vous acceptez les exportations de nitrates ou de fruits, vous ruinez des productions nationales. Si vous refusez, vous ruinez des porteurs de titres. Il vous faut choisir entre les deux. Eh bien, certains esprits, pour choisir, ont besoin de raisons de choisir. Je sais bien que ce sont des attardés, qui ne connaissent pas les voluptés de la pensée diffuse. Mais ceux-là ont beau être des fonctionnaires consciencieux, désintéressés et désireux de faire leur devoir, ils ne voient aucun fondement légitime à la décision qui consistera à ruiner l'un plutôt que l'autre. On a beau leur dire d'adopter la solution juste, ils n'ont aucun moyen de la reconnaître. Messieurs, dans tous les problèmes de l'économie dirigée, c'est cela le problème véritable : on se trouve constamment devant des problèmes que résolvait jadis le mécanisme des prix et qu'à défaut de lui, seul l'arbitraire peut résoudre.

Et de même dans les problèmes de répartition, Si l'on ne donne pas à chacun la rémunération que lui vaut le mécanisme des prix, alors il faut fonder une éthique du juste prix et du juste salaire. Or, je vous le demande, sur quelles bases prendrez-vous vos décisions? Serez-vous satisfaits avant que l'égalité complète des rémunérations soit atteinte? ou voudrez vous une rémunération à la proportionnelle à la durée horaire de travail, ou au rendement, ou à l'effort - et Si oui, comment mesurer ces critères?

Messieurs, croire qu'on peut pratiquer la politique du juste prix sans la définir, c'est croire qu'on peut raisonner sans raison. La vérité, c'est que tous les régimes d'économie dirigée impliquent l'existence d'un organisme susceptible de prendre des décisions arbitraires, autrement dit dictatoriales. La dictature est ainsi une condition et une conséquence de l'économie planifiée.

Et d'ailleurs, l'expérience ne confirme-t-elle pas cette conclusion? Pouvez-vous tenir pour fortuit le foisonnement des dictatures dans les pays où fleurit le régime de l'économie consciente? Je crois que c'est La Bruyère qui a dit qu'une conscience dirigée est une conscience qui a un directeur! Eh bien, une économie dirigée, c'est une économie qui a un dictateur, c'est-à-dire quelqu'un qui choisit sans raison, qui fait la fortune des uns, la ruine des autres, que ce soit Staline, Hitler ou M. Lebureau.

Mais là n'est pas la seule considération qui exige dans un univers organisé un pouvoir arbitraire et absolu. Lorsque le plan sera établi, il faudra qu'on l'exécute ? Or il aura été établi dans certaines conditions, et pour qu'il reste applicable, il faudra que ces conditions demeurent stables. Il devra en être ainsi notamment du volume de la main-d'oeuvre et de sa répartition entre les diverses professions et puisque cette répartition ne sera plus assurée par le jeu des salaires, il faudra bien répartir les travailleurs par voie d'autorité en leur refusant toute possibilité de changement ou de migration.

Mais il faut aussi songer à l'état de la technique. Il faudra contrôler les inventions et interdire méthodiquement tout perfectionnement qui changerait les conditions de production. Et ici je vous demande la permission de vous lire des extraits d'un délicieux petit livre : *Brave new world*, où Aldous Huxley, le plus connu peut-être des romanciers anglais contemporains, décrit un monde qui est celui-là même qui devrait exister pour qu'une économie organisée fût possible. Sur les monuments publics, on ne lit plus naturellement " Liberté, égalité, fraternité ", mais " Communauté, identité, stabilité " Toute l'économie est organisée par un " administrateur mondial ", et voilà comment on y traite l'esprit de progrès. C'est ici l'administrateur mondial qui parle : " Le Bureau des Inventions regorge de plans de dispositifs destinés à faire des économies de main-d'oeuvre. Il y en a des milliers. Et pourquoi ne les mettons-nous pas à exécution ? Pour le bien des travailleurs ; ce serait cruauté pure de leur infliger des loisirs excessifs. Il en est de même de l'agriculture. Nous pourrions fabriquer par synthèse la moindre parcelle de nos aliments, Si nous le voulions. Mais nous ne le faisons pas. Nous préférons garder à la terre un tiers de la population ; pour leur propre bien, parce qu'il faut plus longtemps pour obtenir des aliments à partir de la terre qu'à partir d'une usine. D'ailleurs, il nous faut songer à notre stabilité. Nous ne voulons pas changer. Tout changement est une menace pour la stabilité. C'est l'une autre raison pour que nous soyons si peu enclins à utiliser des inventions nouvelles. Toute découverte de la science pure est subversive en puissance ; toute science doit parfois être traitée comme un ennemi possible. Oui, même la science. "

Mais il ne suffit pas de discipliner la technique, il faut en outre prohiber toute expression de pensée libre. Cela implique un régime que Huxley encore décrit mieux que nous ne saurions le faire. Voici comment, au nom de la stabilité, on traite dans le *Brave new world* celui qui s'est permis une idée originale : " Tous les gens qui, pour une raison ou pour une autre, ont trop individuellement pris conscience de leur moi pour pouvoir s'adapter à la vie en commun, tous les gens que ne satisfait pas l'orthodoxie, qui ont des idées indépendantes bien à eux, tous ceux, en un mot, qui sont quelqu'un, on les envoie dans une île, c'est-à-dire, ajoute l'administrateur mondial, dans un lieu où ils pourront frayer avec la société plus intéressante d'hommes et de femmes qui se puisse trouver nulle part au monde. "

Et ainsi vous voyez comment sera traité dans le paradis futur tout ce que l'on nous a appris à estimer, tout ce qui pour nous fait encore la grandeur de l'homme.

Mais passons à l'exécution technique du plan. D'abord une première observation ; c'est que, dans un pareil régime, l'organisation ne peut être partielle, elle doit embrasser tout ou rien. Et pourquoi ? C'est que Si l'on veut éviter les crises qui résultent d'une première intervention, il faut étendre l'effort d'organisation systématique à tous les facteurs de la vie économique. Un simple exemple vous fera mieux comprendre ceci qu'un long raisonnement. Envisageons pour fixer les idées les conséquences du régime des contingents. À partir du moment où les balances commerciales sont cristallisées par des restrictions quantitatives, la quantité de devises qu'elles fournissent est limitée. Si pour une raison

quelconques les besoins de change d'un pays augmentent, il ne peut faire face à ses obligations. D'où la nécessité de choisir les dettes que l'on paye et celles que l'on ne paye pas, de réduire le montant des dettes que l'on continue à payer. Mais en même temps le maintien des stabilités monétaires devient impossible à moins de contrôler des paiements étrangers qui impliquent l'organisation de clearings de devises. Mais en même temps les prêts à l'étranger deviennent impossibles. D'où énormes différences de taux entre les pays où les capitaux sont surabondants et ceux où ils font défaut. D'où la nécessité d'envisager la répartition des encaisses monétaires, etc., etc.

Ainsi donc, à moins d'accepter la crise ou de s'y installer, il n'est d'autre solution que de consentir à la généralisation totale du régime d'intervention que l'on a voulu instaurer. Mais alors, une question se pose : pareille généralisation est-elle possible ? Autrement dit, est-il concevable que l'on puisse appliquer le régime du plan à tous les éléments innombrables qui entrent dans les échanges ?

Pour ma part, je me refuse à le croire : je pense qu'aucun esprit humain ne peut prétendre résoudre le système d'équation à inconnues innombrables qui traduit les conditions d'équilibre d'un marché, même si ces conditions étaient connues, ce qui n'est pas. Or, toute erreur dans l'élaboration du plan crée un déséquilibre, donc une crise.

Et d'ailleurs, les différentes tentatives d'économie planifiée ne confirment-elles pas ces vues théoriques ? La Russie elle-même est en train de restreindre le régime des équilibres conscients et de restaurer dans des domaines toujours plus étendus le mécanisme des prix. On m'a dit qu'actuellement 30 p. 100 de la production se vendait au prix du marché libre, alors que 75 p. 100 des exploitations agricoles sont des kolkhoz qui vendent leur blé sur le marché après prélèvement fiscal pour parer aux besoins de l'Etat. Il semble même qu'on ait rétabli dans le régime des Soviets des salaires différenciés, proportionnels au rendement. Ainsi donc, les réalités se défendent, la crise endémique, résultat de l'économie organisée, a imposé le rétablissement du mécanisme des prix.

Faut-il déplorer cette évolution, faut-il considérer qu'elle nous ramène vers le régime immoral des intérêts privés, le régime où chacun cherche un avantage au détriment du voisin ? Pour ma part, je ne le crois pas. Toutes les turpitudes de notre régime, j'en ai toujours trouvé la source dans des interventions de l'État. Je n'ai aucune peine à concevoir un régime libéral jacobin, où une justice égale et rigoureuse, en même temps qu'une charité active et généreuse, se concilieraient avec une politique tendant uniquement à améliorer les niveaux de vie, donc le sort du plus grand nombre. Et je crois qu'il serait dans un pareil régime plus de bonheur pour les masses que dans les systèmes malthusiens qui donnent à leurs auteurs toutes les apparences de l'action généreuse, mais organisent la misère et la ruine.

Messieurs, croire qu'on peut pratiquer la politique du juste prix sans la définir, c'est croire qu'on peut raisonner sans raison. La vérité, c'est que tous les régimes d'économie dirigée impliquent l'existence d'un organisme susceptible de prendre des décisions arbitraires, autrement dit dictatoriales. La dictature est ainsi une condition et une conséquence de l'économie planifiée.